

DANS L'ACTUALITE du 20 au 30 décembre 2013

Textes officiels

JORF n° 0302 du 29 décembre 2013

Modification du montant des seuils de procédure formalisée pour la passation des marchés publics et de certains contrats relevant de la commande publique, ainsi que du montant du seuil pour leur transmission au contrôle de légalité lorsqu'ils sont passés par les collectivités territoriales et leurs établissements publics

[Décret n° 2013-1259 du 27 décembre 2013 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats de la commande publique](#)

Seuils de procédure applicables aux conventions de bail conclues par l'Etat en application de l'article L. 2122-15 du code général de la propriété des personnes publiques

[Arrêté du 27 décembre 2013 pris pour l'application des articles R. 2122-35 et R. 2122-39 du code général de la propriété des personnes publiques](#)

Conformément aux dispositions du II de l'article L. 520-3 du code de l'urbanisme, les tarifs au mètre carré de surface de construction, constituant l'assiette de la redevance perçue à l'occasion de la construction, de la reconstruction ou de l'agrandissement des locaux à usage de bureaux, des locaux commerciaux et des locaux de stockage sont actualisés au 1er janvier de chaque année, en fonction du dernier indice du coût de la construction connu à cette date, et arrondis au centime d'euro supérieur

[Arrêté du 2 décembre 2013 relatif à l'actualisation annuelle des tarifs au mètre carré pour le calcul de la redevance pour la création de locaux à usage de bureaux, des locaux commerciaux et des locaux de stockage en région d'Ile-de-France \(art. L. 520-1 et L. 520-3 du code de l'urbanisme\)](#)

JORF n° 0300 du 27 décembre 2013

Le décret sur les déclarations de patrimoine et d'intérêts publié au JO

[Décret n° 2013-1212 du 23 décembre 2013 relatif aux déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique](#)

Juridiction administrative ; Conseil d'Etat ; procédure d'admission des pourvois en cassation

[Décret n° 2013-1213 du 23 décembre 2013 portant modification du code de justice administrative](#)

JORF n° 0298 du 24 décembre 2013

Organisation et fonctionnement de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique

[Décret n° 2013-1204 du 23 décembre 2013 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique](#)

Modification de la nomenclature des ICPE

[Décret n° 2013-1205 du 14 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées](#)

Publication de cinq arrêtés relatifs aux prescriptions générales applicables aux ICPE

[Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2220 \(préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale\) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement](#)

[Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement](#)

[Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2563 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement](#)

[Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement](#)

[Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement](#)

JORF n° 0297 du 22 décembre 2013

Modalités de mise en œuvre du dispositif des certificats d'économies d'énergie

[Décret n° 2013-1199 du 20 décembre 2013 modifiant le décret n° 2010-1663 du 29 décembre 2010 relatif aux obligations d'économies d'énergie dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie et le décret n° 2010-1664 du 29 décembre 2010 relatif aux certificats d'économies d'énergie](#)

JORF n° 0295 du 20 décembre 2013

Accès aux documents d'urbanisme et taux de garantie d'emprunt accordée par les collectivités territoriales aux concessionnaires d'aménagement

[Ordonnance n° 2013-1184 du 19 décembre 2013 relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique](#)

[Ordonnance n° 2013-1185 du 19 décembre 2013 relative au taux de garantie que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent apporter à des emprunts souscrits par un concessionnaire d'aménagement](#)

Durée de validité de la carte nationale d'identité portée de dix à quinze ans pour les Français majeurs

[Décret n° 2013-1188 du 18 décembre 2013 relatif à la durée de validité et aux conditions de délivrance et de renouvellement de la carte nationale d'identité](#)

Permettre aux électeurs de remplir leur demande de vote par procuration depuis leur ordinateur personnel par le biais d'un formulaire CERFA disponible en ligne

[Décret n° 2013-1187 du 18 décembre 2013 portant simplification de l'exercice du droit de vote par procuration](#)

Projet de loi

Le projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles définitivement adopté

[Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles adopté par l'Assemblée nationale le 19 décembre 2013, TA n° 270](#)

Jurisprudence

Marché public : candidature d'une entreprise en redressement judiciaire

Une entreprise en redressement judiciaire n'est recevable à soumissionner à un marché public que si elle a été habilitée à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

[CAA Nancy 28 novembre 2013 OPH Metz Habitat Territoire, req. n° 13NC00967](#)

Définition de la digue par sa finalité

La circonstance qu'un ouvrage assure une protection contre les inondations ou les submersions ne suffit pas à le faire regarder comme une digue, dès lors qu'il n'a pas été conçu ou aménagé à cette fin.

[CAA Marseille 8 octobre 2013 Réseau Ferré de France \(RFF\), n° 11MA02683](#)

Réponse ministérielle

Délai maximum de paiement des marchés publics

[Rép. min. n° 7223, JO Sénat du 19 décembre 2013](#)

Plan local d'urbanisme intercommunal

[Rép. min. n°8654, JO Sénat du 19 décembre 2013](#)

Vu par ailleurs

Administration

Réglementation : ce qui change au 1er janvier 2014

[Ce 1er janvier, de nombreuses nouveautés législatives ou réglementaires entrent en vigueur. Parmi elles, des mesures importantes relatives à la procédure intégrée pour le logement, à la réforme des travaux à proximité des réseaux, à l'amiante et au travail dissimulé notamment.](#)

Source : le Moniteur du 27/12/2013

Contrat public

Informé le candidat évincé d'un marché public : imbroglio jurisprudentiel

[Dans un arrêt du 18 novembre 2013, la cour administrative d'appel de Nancy s'est prononcée sur la question du respect d'un délai raisonnable entre la décision d'attribution d'un marché public à procédure adaptée \(Mapa\) et sa signature. La décision rendue diffère de la position du Conseil d'Etat dans son arrêt de principe "Grand port maritime du Havre" du 19 janvier 2011. Ces tergiversations jurisprudentielles contribuent à l'insécurité juridique et complexifient le quotidien des acheteurs publics. L'occasion de faire le point sur cette question...](#)

Source : localtis.info du 20/12/2013

Marchés publics : « Les petites collectivités, on ne les entend pas, mais elles souffrent »

[L'association des acheteurs publics \(AAP\) a mis en ligne un "Guide des procédures adaptées" le 19 décembre. Premier élément du changement de stratégie que l'association enclenche : s'orienter vers l'aide aux petites collectivités.](#)

Source : la gazette des communes du 19/12/2013

Urbanisme

Nouveau TGI de Paris: l'appel de l'association « La justice dans la Cité » examiné en janvier

[L'appel interjeté par cette association qui réclame l'annulation du contrat passé pour la construction du nouveau tribunal de grande instance de Paris sera examiné le 14 janvier.](#)

Source : le Moniteur du 26/12/2013

La quête d'identité du Grand Paris Express

[Le métro du XXe siècle avait ses entrées Art nouveau de Guimard et ses carreaux blancs biseautés reconnaissables entre tous. Le Grand Paris Express, métro du XXIe siècle, trace les voies de son identité, encore en devenir.](#)

Source : la gazette des communes du 23/12/2013

Intercommunalités et urbanisme : le projet de loi Alur révisé adopté en commission à l'Assemblée

[Les députés ont assoupli le transfert aux intercommunalités de la compétence sur l'urbanisme, avant d'adopter en commission le projet de loi sur le logement ainsi révisé.](#)

Source : le Moniteur du 19/12/2013

Nouveau revirement pour le PLU intercommunal

[La commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale est revenue, le 18 décembre, sur le dispositif voté par le Sénat visant à limiter le principe du caractère obligatoire du PLU.](#)

Source : la gazette des communes du 19/12/2013

Environnement

Aides d'État: la Commission lance une consultation sur un projet de réglementation relative aux aides d'État dans les domaines de l'énergie et de l'environnement

[La Commission européenne invite les tiers intéressés à lui faire part de leurs observations sur un projet de lignes directrices révisées relatives à l'appréciation des aides publiques dans les domaines de l'énergie et de l'environnement. Cette révision s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus large visant à moderniser les règles de l'UE en matière d'aides d'État. La Commission propose d'étendre au secteur de l'énergie les lignes directrices qui s'appliquent actuellement à l'environnement, ainsi que de préciser et de simplifier la procédure d'appréciation des aides d'État en la matière. Les observations peuvent lui être transmises jusqu'au 14 février 2014.](#)

Source : Communiqué de presse n° IP/13/1282 de la Commission européenne du 18/12/2013

Collectivités territoriales

Feu vert du Parlement aux métropoles

[Le Sénat a donné son feu vert jeudi 19 décembre en dernière lecture au projet de loi de décentralisation qui crée les métropoles, dont celle du Grand Paris, lieu de vie de 6,5 millions de personnes, avant que l'Assemblée ne l'adopte définitivement dans l'après-midi.](#)

Source : le Moniteur du 19/12/2013

Vu dans les revues

AJDA n° 44-2013 du 23 décembre 2013 p.2527, *Le droit des enseignes après le décret du 30 janvier 2012 – Une réglementation excessivement restrictive ?*, par Jean-Philippe Strebler

AJDA n° 44-2013 du 23 décembre 2013 p.2550, *La notion d'utilité publique à l'épreuve du contentieux de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes*, par René Hostiou

Contrats et marchés publics – Revue mensuelle Lexis Nexis – Décembre 2013 p.58, *Quelle est la nature juridique des contrats passés par les sociétés publiques locales d'aménagement ?*, par Stéphane Braconnier et Mathieu Le Coq

Presse

Le retour de la « pastille verte » auto est à l'étude

[Un rapport préconise d'utiliser, dès 2014, la vignette d'assurance. Ce serait un indicateur d'émissions polluantes conditionnant l'accès à la ville.](#)

Source : les Echos du 30/12/2013

Solaire : le marché mondial va rebondir en 2014

[Entre 40 et 45 gigawatts de nouveaux projets attendus.](#)

Source : les Echos du 30/12/2013

La marche à pied, nouvel enjeu des transports urbains

[Les opérateurs veulent mieux valoriser le mode piéton dans leur offre. L'objectif est notamment d'augmenter la distance entre deux arrêts de bus.](#)

Source : les Echos du 27/12/2013

Les métropoles enfin portées sur les fonts baptismaux

[Les députés et sénateurs ont voté jeudi la première des trois lois sur la décentralisation. La France comptera 14 métropoles dotées de compétences renforcées.](#)

Source : les Echos du 23/12/2013

Un nouvel écoquartier sort de terre autour des berges du lac de Bordeaux

[Au nord-ouest du Bouscat à quelques encablures du centre historique de Bordeaux, 32 hectares de terrains boisés sont en train de laisser place à un écoquartier sur les bords du lac bordelais.](#)

Source : le Monde du 22/12/2013

Le développement de l'éolien terrestre est de nouveau menacé par Bruxelles

[Le gouvernement lance une concertation pour revoir les modes de soutien aux renouvelables](#)

Source : Le Monde du 21/12/2013